

Pouvoir d'emprunt supplémentaire

ministère des Finances réunis s'entendent pour me dire que tout va très mal. C'est alors que les choses vont inmanquablement bien.

A la lumière des observations du député, j'hésite à faire allusion au numéro du *Wall Street Journal* que j'ai lu durant la fin de semaine. Je l'ai lu, car comme la plupart des Canadiens, j'étais intéressé par les résultats des élections aux États-Unis aujourd'hui. En effet, ces élections pourraient avoir des répercussions sur les taux d'intérêt. J'ai découpé pas moins d'une demi-douzaine d'articles m'en apprenant beaucoup sur les perspectives économiques. L'éditorial de la livraison de lundi du *Wall Street Journal* était intitulé «L'économie à la veille des élections». C'était un article assez long mais je voudrais faire consigner un seul paragraphe extrêmement pertinent portant sur les dépenses. Voici ce qu'il dit:

Lorsque Ronald Reagan a pris le pouvoir, il y a 21 mois, la principale priorité économique consistait à juguler l'inflation que l'on connaissait depuis une décennie ou plus. L'inflation était un cancer qui rongait le cœur de l'économie—récompensant l'insouciance, punissant la bonne gestion, détruisant les investissements productifs, encourageant la détérioration des infrastructures. Ce cycle entamait la capacité de production de l'économie, favorisant l'apparition d'un nouveau phénomène, la stagflation, situation caractérisée par la stagnation de la production et par l'inflation des prix. Et comme les experts économiques le savaient et les citoyens ordinaires le sentaient, si on avait laissé le cycle se perpétuer, il nous aurait entraîné inexorablement vers une hyperinflation qui aurait rongé jusqu'à nos derniers sous ou aurait provoqué un krach retentissant. On n'avait d'autres choix que d'endiguer l'inflation avant qu'il ne soit trop tard.

Cela semble avoir été la politique de toutes les nations industrialisées depuis dix ans. Je suis tout à fait en faveur de cette politique. Elle explique la priorité accordée par le gouvernement à la lutte contre l'inflation depuis dix ans, et surtout depuis 1975, lorsqu'il a décidé de réduire ses dépenses. Tous ceux que les statistiques intéressent savent que nous avons réussi.

L'article du *Wall Street Journal* ne fait qu'exprimer l'évidence en disant ce qui suit:

Nous sommes maintenant plongés dans une récession très grave. C'est le prix de notre victoire sur l'inflation.

Voilà un énoncé que tous les économistes voudront certes examiner très soigneusement. Si les États-Unis ont jugulé l'inflation, c'est au prix d'une grave récession. Il va sans dire que nous, au Canada, qui nous efforçons de bloquer et de juguler l'inflation, sommes aux prises, nous aussi, avec une grave récession.

N'oublions pas que quand les dix pays les plus industrialisés du monde se sont réunis à Versailles il y a quelque temps, ils ont été forcés de reconnaître qu'ils étaient voués inéluctablement à la récession les uns après les autres, à moins d'agir de concert et de collaborer à l'échelle mondiale. Avec le recul du temps, nous devons déplorer que les États-Unis et le Royaume Uni se soient obstinés à maintenir leur politique monétaire et leur politique des taux d'intérêt élevés au détriment de leurs partenaires commerciaux; tout particulièrement à notre détriment, car les Américains sont nos meilleurs amis et nos plus gros...

Une voix: Sottise!

M. l'Orateur adjoint: En toute déférence pour le député, je dirai que la politique des taux d'intérêt...

M. Mackasey: Monsieur l'Orateur...

M. l'Orateur adjoint: Le député doit respecter la règle de la pertinence.

M. Mackasey: J'ai entendu l'un de mes vis-à-vis s'écrier «sottise» quand j'ai dit que les Américains étaient nos meilleurs amis. Il peut ne pas être d'accord avec moi et penser le contraire, mais c'est une autre histoire.

Je voudrais faire la distinction entre la récession et le chômage. Il y a en effet une différence que nous avons tendance à oublier. Je ne lirai pas l'éditorial en entier...

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. Le député fait des observations générales sur la politique monétaire et fiscale d'autres pays. Je dois lui signaler qu'il doit s'en tenir à des propos reliés au bill sur le pouvoir d'emprunt dont la Chambre est saisie.

M. Mackasey: Je m'excuse, monsieur l'Orateur. Je croyais que c'était évident, qu'il allait de soi pour quiconque prend la peine d'écouter que le bill sur le pouvoir d'emprunt à l'étude est une demande du gouvernement, qui souhaite accroître son déficit d'environ quatre millions, qui serviront...

Mme Mitchell: Il s'agit de quatre milliards, pas quatre millions.

M. Mackasey: ... à améliorer, ou, en d'autres termes, à traduire en actes la politique économique que je viens d'énoncer en deux minutes. Je m'excuse de n'avoir pas énoncé la conclusion au début et le début à la fin. Il reste que la politique des taux d'intérêt élevés à laquelle nous avons eu recours pour lutter contre la récession a amené une augmentation du déficit, qu'il faut éponger par un emprunt. C'est précisément l'objet du débat actuel.

• (2120)

Nous n'aurions pas besoin de ces 4 milliards si la politique que nous ont imposée nos partenaires industriels et que nous nous sommes imposée nous-mêmes n'avait pas connu un tel succès. C'est ce qu'en dit le *Wall Street Journal*. La preuve en est le fait que le monde entier traverse actuellement une récession et c'est à cause de cette récession que nous devons emprunter ces 4 milliards.

Récession et chômage sont deux choses différentes. Ce qui m'inquiète et m'irrite un peu, c'est quand je me retrouve submergé de chiffres sur la récession, la dépression et la prospérité économique. Tous ces beaux chiffres ne sauraient rendre la colère, la frustration et la tristesse des Canadiens qui à leur corps défendant se retrouvent en chômage. C'est donc avec plaisir que j'ai entendu le ministre des Finances (M. Lalonde) dire la semaine dernière, dans son exposé de principe sur la conjoncture économique, qu'il ne comptait pas céder à la tentation de trouver davantage d'argent en réduisant certains programmes sociaux qui constituent la pierre angulaire de la politique libérale. Il a bien dit au cours de son exposé, que le principe de l'universalité serait maintenu pour les allocations familiales, la pension de vieillesse et l'assurance-chômage. Il a aussi parlé des solutions au problème du déficit, ce dont les médias n'ont pratiquement pas parlé, en dépit des hauts cris poussés il y a un mois.

Vous vous souvenez peut-être, monsieur l'Orateur, que lorsque nous débattions du projet de loi d'emprunt principal, nombreuses sont les personnes de bonne foi qui ont jugé que l'ampleur du déficit était catastrophique et que nous ne pouvions supporter un tel fardeau. Elles estimaient que le gouvernement allait entrer en conflit avec l'entreprise privée sur le marché des capitaux, contribuant à la hausse des taux d'intérêt